

une comparaison terme à terme ; l'Empire ottoman – spécialisation première de l'auteur – y est traité de manière nettement plus longue que l'Iran, et d'ailleurs avant celui-ci, donc selon une logique d'exposition inverse à l'ordre chronologique des événements. L'approche comparative adoptée ambitionne de dégager des traits communs généralisables (comme l'invention d'une tradition constitutionnelle à l'islam) tout en faisant ressortir les spécificités de chaque cas. Elle met ainsi en exergue, côté ottoman, l'influence sur le cours de la révolution de la multi-ethnicité politisée ; côté iranien, l'idiome de la royauté, qui informe une bonne partie des confrontations avec la monarchie et du soutien pour l'assemblée, qui ne peuvent être réduites à un appendice du combat du législatif contre l'exécutif ou une lutte autour de la religion. L'auteur fait ainsi parler ces deux expériences en regard l'une de l'autre, et aboutit à une restitution analytique qui diffère des histoires traditionnelles. Ce faisant, il essaie de tenir ensemble causalité, comparaison et généralisation. À l'heure de l'histoire connectée, ou de la *global history*, on peut cependant regretter l'absence d'un positionnement par rapport à ces paradigmes, ainsi que d'une réflexion plus construite en termes de transferts. Malgré ces quelques réserves, ce livre est destiné à devenir un ouvrage de référence, à la fois pour l'histoire de ces épisodes et pour une réflexion plus générale sur les vagues de protestation.

Élise Massicard -

CNRS, Institut français d'études anatoliennes

Leenders (Reinoud) - *Spoils of Truce. Corruption and State-Building in Postwar Lebanon*. - Ithaca,

Cornell University Press, 2012. xii + 276 p. Bibliogr. Index.

Dans un ouvrage audacieux, le politologue néerlandais Reinoud Leenders postule qu'il existe un lien de cause à effet entre l'architecture institutionnelle de la république libanaise et la corruption aux échelons supérieurs de sa fonction publique. En adoptant une approche à la croisée des sciences politiques et économiques, l'auteur recherche les causes profondes de la corruption au Liban et met en exergue la prééminence de l'État et de ses administrations dans le jeu des partages politiques au sein des élites. Bien que la littérature académique ait souvent relégué l'État libanais au second plan, les luttes politiques acharnées sur le rôle de l'État

et de ses ressources suggèrent qu'il faille lui accorder une importance primordiale. Ce livre, issu d'une thèse obtenue en 2004 à Londres (SOAS), s'inscrit dans un nouveau domaine de recherches qui se consacre à l'étude qualitative de la corruption en prenant appui sur des travaux d'économie politique.

Théoriquement, R. Leenders revendique une filiation au courant de la Nouvelle Économie Institutionnelle et maintient que plus une institution publique dévie des critères d'organisation bureaucratique – qu'il emprunte principalement à des travaux d'inspiration wébérienne (objectifs et règles de fonctionnement clairs ; existence de contrôles extérieurs ; séparation stricte entre mandat public et intérêts privés), plus il est probable que cette institution sera marquée par des degrés élevés de corruption politique. Celle-ci étant définie comme l'usage ou l'abus de la fonction publique à des fins de gains privés, l'auteur traite d'une multitude de formes de corruption (fixations illégales d'appels d'offre, collusion, extorsion, vol de biens publics, népotisme...) et démontre que des mécanismes structurels facilitent la corruption au-delà des clivages communautaires, régionaux ou sociaux.

Sans prétention d'exhaustivité R. Leenders décortique, sur la base de documents officiels, de coupures de presses et de nombreux entretiens ciblés, une savante sélection d'affaires qui lui servent de fil rouge tout au long de l'ouvrage. Ainsi, il couvre le ministère de la santé (contrôle des hôpitaux privés, importations de produits pharmaceutiques), la compagnie Middle East Airlines (*leasing* d'avions Airbus), les carrières (exploitation sauvage), les carburants et gaz (cartels d'importation, de distribution et de stockage), le port de Beyrouth (nettoyage des épaves, administration), la reconstruction urbaine (Conseil de développement et de reconstruction, aménagement de routes, gestion des déchets, Solidere) et la gestion des déplacés internes.

Outre une intelligente organisation en six chapitres denses qui se renforcent mutuellement et en sus d'une rigueur méthodologique remarquable, l'ouvrage bénéficie d'un cadre d'analyse temporel très clairement défini : d'octobre 1989 à avril 2005, période que l'auteur ne qualifie pas de paisible mais d'une longue accalmie, d'où le titre : les dépouilles de la trêve. À défaut d'une véritable paix, cette suspension des hostilités va se muer, d'une part, en une monopolisation de la politique

par la troïka (les présidents de la République, du Conseil des ministres et du Parlement) et, d'autre part, en une répartition systématique (*mukhasasa*) du butin (marchés, nominations, contrats, réformes...) entre ces trois protagonistes, leurs alliés et les tuteurs syriens. Selon l'auteur, cet arrangement de l'après-guerre (*postwar settlement*) va structurer la vie politique et générer une situation de plus en plus suffocante minant toute ingénierie institutionnelle et qui, paradoxalement, facilitera la corruption. Afin d'éviter ou de dépasser les confrontations directes au sein de la troïka, les acteurs développent des logiques de contournement, de marginalisation, d'entente en petit comité ou de léthargie intentionnelle. Comme la trêve bénéficie aux acteurs au pouvoir, toute tentative de réforme du système est vouée à l'échec et les institutions étatiques demeurent dysfonctionnelles, ce qui favorise d'autant la corruption. Par conséquent, des élites politiques vulnérables (car démunies d'un large soutien populaire) profitent tant que faire se peut de l'État de partage (*allotment state*) et se battent davantage pour une partie des retombées (dans l'espoir de se racheter une légitimité) que pour amender un système sclérosé. C'est ainsi que le statut quo et la paralysie institutionnelle perdurent et que le Liban représente, pour certains, un paradis d'affaires et d'entrepreneuriat et, pour d'autres, un enfer de bureaucratie étatique asphyxiante.

Si cet argumentaire compact et nuancé permet indéniablement de mieux comprendre certaines dynamiques du Liban contemporain, R. Leenders minimise l'apport de pratiques antérieures à 1989 (partages communautaires, clientélisme, exubérances socio-économiques) dans la prolifération de la corruption. Aussi, en brandissant une vision stato-centrée et de par l'imposition d'une norme institutionnaliste wébérienne, n'adopte-t-il pas un jugement de valeur et une position prescriptive somme toute assez pessimiste ? Du moins, cette démarche occulte-t-elle les stratégies de survie des Libanais pour supporter ou combattre cette corruption au quotidien¹. Ceci

étant, cet ouvrage fouillé et cohérent a tout pour devenir une référence et ne manquera pas d'inspirer tant des étudiants de sociologie politique ou de gestion des conflits que des professionnels agissant pour une vie publique plus transparente. Intéressant : ce livre est disponible partiellement *via* Google Books (gratuit) et intégralement (payant) *via* la plateforme JSTOR.

Ward Vloeberghs -

CERAM, École de Gouvernance et d'Économie de Rabat

Hermet (Guy) - *Démocratie et autoritarisme.* -

Paris, Éditions du Cerf, 2012 (Politique. Démocratie ou totalitarisme). 268 p. Bibliogr.

Lire, relire Guy Hermet est le protocole intellectuel que nous proposons aux « amis » mais également aux « ennemis » de la démocratie. Dans ce but, on vous invite à lire son dernier opus *Démocratie et autoritarisme*. En comparatiste et historien, l'auteur revient sur les rivalités qui, depuis la fin du 19^e siècle, ont opposé ces deux modèles de gouvernement. Contrairement aux idéologues bien pensants de la démocratie, G. Hermet nous rappelle que, dans un nombre important de pays, et pas uniquement en Europe, les régimes autoritaires ont laissé des traces parfois non négligeables. Depuis ses recherches pionnières sur les situations autoritaires², l'auteur ne cesse d'analyser les frontières labiles des régimes démocratiques³. En s'appuyant sur un éclectisme intellectuel sans égal, croisant les legs de Tocqueville, Aron, Linz et Furet, il montre que la « ligne de démarcation » entre les deux types de régimes est plus idéelle que réelle⁴. D'ailleurs, il n'aborde pas la question en termes de « retour » de l'autoritarisme, mais plutôt en termes d'hybridation, voire de confusion entretenue entre ces deux modes de gouvernement. Dans cette perspective, la « gouvernance démocratique », nom du « nouveau régime », masque aujourd'hui le

1. Voir par exemple : Nader Serraj, *Khitab al-rashwa. Dirasat lughawiya ijtima'iya* [Discours de la corruption. Une étude sociolinguistique], Beyrouth, Riad Rayyes, 2008 ; Khalil al-Jammal, *Les liens de la bureaucratie libanaise avec le monde communautaire*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; et le lancement du site <<http://www.rashwe.com>>.

2. Voir Guy Hermet, « L'autoritarisme », dans Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, t. II, p. 269-312.

3. Guy Hermet, *Aux frontières de la démocratie*, Paris, PUF, 1983, et *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986.

4. William Genieys, lecture critique de « Javier Santiso (dir.), *À la recherche de la démocratie. Les Mélanges offerts à Guy Hermet* », *Revue française de science politique*, 53 (1), février 2003, p. 169-174.